Séance publique du 25 septembre 2000

Délibération n° 2000-5714

commission principale : urbanisme, habitat et développement social

commune (s) : Lyon 2°

objet : **Résiliation d'un bail commercial dans un immeuble situé 1, cours Charlemagne - Indemnisation de la SARL Self presqu'île**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction de l'action foncière - Service opérationnel - Subdivision Rhône-sud

Le Conseil,

Vu le rapport du 5 septembre 2000, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Dans le cadre de l'opération Lyon-Confluence, a été approuvée, par délibération en date du 25 mai 1999, l'acquisition par la communauté urbaine de Lyon d'un immeuble situé 1, cours Charlemagne à Lyon 2° et appartenant à madame Noëlle Brassens.

La société Self Presqu'île exploite dans cet immeuble des locaux à usage de restaurant, suivant un bail commercial arrivant à échéance le 30 octobre 2000.

La Communauté urbaine qui, par délibération du 4 mai dernier, a autorisé la SEM Lyon-Confluence à déposer un permis de démolir cet immeuble, en vue de la création de la place Sud, doit libérer cet immeuble.

Aux termes de la convention qui est présentée, la société Self Presqu'île accepterait de cesser son activité moyennant une indemnité de 1 250 000 F conforme à l'avis des services fiscaux. Cette valeur correspond au montant de l'indemnité à laquelle pourrait prétendre ladite société si elle avait attendu, pour conclure un accord avec la communauté urbaine de Lyon, de bénéficier des effets de la procédure de déclaration d'utilité publique engagée pour cette opération et notamment de l'indemnité de emploi (15 %) due dans ce cas ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 25 mai 1999 et 4 mai 2000 ;

Où l'avis de la commission d'urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à prendre toutes dispositions en vue de cette cessation d'activité aux conditions sus-indiquées, notamment signer cette convention ainsi que l'acte authentique à intervenir.

2° - La dépense résultant de cette acquisition sera imputée sur les crédits ouverts au budget de la Communauté urbaine - exercice 2000 - compte 211 800 - fonction 824 - opération 0500. Les frais d'actes notariés évalués à 20 000 F et relatifs à cette acquisition seront prélevés au budget de la Communauté urbaine - exercice 2001.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,